Incinérateur. Les associatifs manifestent à Marseille le 1er mars et comptent sur la participation des politiques.

Plus de trois ans de lutte contre l'implantation d'un incinérateur de 300 000 tonnes à Fos-sur-Mer, projet porté par la communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), mais les « anti » restent plus que jamais mobilisés. Après avoir occupé la Direction régionale des affaires sanitaires et sociales (Drass) il y a quelques semaines pour obtenir des données épidémiologiques avec pour toute réponse une cohorte de policiers, ils ont décidé de mettre à profit cette période de campagne électorale. Et s'adressent cette fois aux candidats dans le cadre d'une grande manifestation nationale le samedi 1er mars à 14h à Marseille. Ce qu'ils leur demandent : « *De prendre leurs responsabilités.* »

« *Nous avons mis en place une brigade citoyenne auprès de laquelle se feront recenser les politiques qui, présents, on a passé le stade du soutien par fax ou par mail* », explique Véronique Granier, membre de l'Association de défense et de protection du littoral et du Golfe de Fos, une de la soixantaine d'associations réunies sous la bannière du Front citoyen de résistance du Golfe de Fos, qui appelle à manifester. Le lundi, la liste des participants sera officiellement publiée.

Des collectifs venus des quatre coins de France

Bien décidé à ce que « *l'incinérateur ne devienne pas un argument électoral mais un vrai souci de santé publique* », les associatifs ont reçu le soutien de collectifs des quatre coins de France. De Corse, de Clermont-Ferrand, de la région parisienne ou de Vedène, ils viendront témoigner des impacts des installations existantes ou de leur combat pour éviter leur construction.

Manif à 14h samedi sur le Vieux-Port.

« *Nous sommes l'un des départements les plus pollués d'Europe, assure Véronique, à un point tel que l'Union européenne a mis la France en demeure quant aux dépassements des normes de qualité de l'air sur la zone de Fos.* »

Fort du signal d'alarme lancé par les 250 médecins généralistes de l'Association Santé Environnement Provence qui dénoncent le nombre grandissant de cancers et de maladies respiratoires développées autour de l'Étang de Berre, le Front de résistance réclame des études épidémiologiques avant que l'incinérateur ne soit construit.

Quant à la nocivité de l'installation en elle-même, ils en sont convaincus. Et de balayer d'un revers de la main les arguments financiers du président de MPM, Jean-Claude Gaudin, qui prévient qu'en cas de retour en arrière, les Marseillais devront payer des pénalités. « *Les travaux n'ont guère avancé, on n'en est à la construction d'un quai pour accueillir les trains de poubelles, on peut toujours opter pour un centre de tri et d'enfouissement* », estime Véronique.

MIREILLE ROUBAUD
photo archive : MIGUE MARIOTTI

HTTP://JOURNAL-LAMARSEILLAISE.COM/INDEX.PHP?OPTION=COM_CONTENT&TASK=VIEW&ID=4921&ITEMID=58